

## L'histoire de la CGTM

**Historique: L'essentiel de cet historique a été édité par la CGTM dans un brochure écrite par les camarades G. BEAUJOUR et W. GUITTEAUD**

### La CGT : les premières années

Après l'abolition de l'esclavage

Les premières organisations ont eu pour but de porter secours et assistance aux familles ouvrières:

-Les sociétés de secours mutuel comme la corporation des charbonniers et charbonnières de la compagnie générale transatlantique créée en 1868.

devise : union -- solidarité -- fraternité.

-Les tontines ouvrières : Comme les « prévoyances martiniquaises ».

À la fin 19e siècle et après les grèves de 1900 émergent les organisations de lutte ouvrière.

#### **Syndicats :**

Dans le milieu rural :

Syndicat des ouvriers agricoles de la canne

Syndicat des ouvriers et des usines et distilleries etc.

À la ville :

Syndicats du bâtiment.

Syndicat des ouvriers métallurgistes, ouvriers boulangers.

### **Dans les années 20**

L'ampleur des luttes exigent leur coordination.

Les syndicats se fédèrent en bourse du travail.

Le comité de la bourse du travail est composé de :

DEL

BISSOL : un employé du bâtiment

ALIKER : un employé de commerce

MONNEROT : un avocat membre du groupe Jean Jaurès.

C'est la période du développement de la syndicalisation.

Pour ces pionniers : « **tous les producteurs salariés, hommes, femmes, mineurs de 16 ans, associés de fait dans le même labeur, s'unissent en syndicats** ».

Les militants voient la nécessité du travail d'information et d'éducation de la classe ouvrière autour de bulletins syndicaux, réunions d'information syndicale, conférences dans les communes, création de bibliothèques ouvrières... Etc.

Grève exemplaire de la période : la grève des charbonniers et charbonnières de Fort-de-France en avril 1925.

### **Dans les années 30**

Les luttes ouvrières s'intensifient et la solidarité ouvrière s'exprime dans les grands mouvements de grève de 1935.

Le dimanche 25 octobre 1936 : 15 syndicats se regroupent pour constituer **l'union des syndicats de la Martinique qui s'affiliait à la CGT** : confédération générale du travail.

L'union des syndicats CGT a donc été créé en octobre 1936, lors de la montée ouvrière consécutive à l'assassinat d'André ALIKER, à la période du Front populaire en France.

De vieux militants politiques, membre du parti communiste comme Joseph DEL et Léopold BISSOL, relayés par plusieurs jeunes comme Victor Lamont, Lambert Sainte-Croix participent à, ou même impulsent, ce travail d'organisation de la classe ouvrière.

Successivement sont créés les syndicats de Dockers, ceux de la CMDEE (ancêtre de la SPDEM, puis EDF) ou du commerce.

Il y a aussi de grandes grèves, comme celle des dockers, des ouvriers agricoles ou des ouvriers boulangers.

Comme suite à cela, l'union des syndicats CGT qui adhère à la CGT française sera créée par les représentants de 15 syndicats.

Mais la guerre vient interrompre cet élan. Le parti communiste est interdit, et ses militants qui

se sont investis dans le travail de création de la CGT sont surveillés. Par la suite avec la dictature de Pétain, les syndicats sont eux aussi interdits.

Il faudra attendre la fin de la guerre pour voir le mouvement ouvrier et syndical repartir.

Guitteaud est de la partie :

« avec Bernabé (postier), Georges Mauvois, Henri Absalon, ils créent le syndicat des travailleurs des PTT.

Ils reçoivent alors une documentation des camarades de Paris, et ils s'aperçoivent des discriminations qui avaient lieu entre les travailleurs martiniquais et travailleurs français.

La poste est un reflet de la société martiniquaise :

Les femmes aux guichets étaient bien souvent des femmes de fonctionnaires assez aisés.

Les receveurs, en contact avec les chefs blancs sont souvent des flatteurs.

Quant aux facteurs, ils étaient considérés comme des chiens à qui on pouvait imposer n'importe quelle tâche...

Ils voient des choses qui font mal au cœur, comme le licenciement immédiat de postiers....

Alors il y a eu une protestation des postiers, pour appliquer les lois françaises concernant le statut des postiers; il faut aller en France. Guitteaud est élu par les postiers pour les représenter il n'a pas 30 ans.

### **Les luttes pour l'égalité des droits**

La loi d'assimilation est votée en mars 1946. Les responsables du parti communiste en sont les promoteurs, Aimé Césaire étant rapporteur de la loi. Mais par assimilation, l'essentiel des martiniquais entendent l'égalité des droits. La jeune CGT poursuit donc le combat pour l'égalité des droits entre travailleurs français et travailleurs martiniquais.

Cela prend plusieurs aspects, dont l'un des plus importants fut le combat pour l'application de la sécurité sociale.

Il a fallu des combats énormes pour imposer la sécurité sociale en Martinique. Et le personnage important de cette lutte fut Victor Lamon. Lamon était un militant extrêmement dévoué, sérieux et méticuleux dans tout ce qu'il faisait. Il s'était particulièrement documenté sur la sécurité sociale, et il était à même de répondre à toutes les questions que l'on posait à cette période sur ce sujet.

Il faut dire que lorsque les militants de la CGT parlaient de la sécurité sociale, on ne les croyait pas. On ne croyait pas que c'était possible d'appliquer cette loi.

Les vieux travailleurs de l'époque étaient pour beaucoup réduits à la mendicité dès lors qu'il n'avait pas un parent pour s'occuper d'eux. On pensait que ce n'était pas possible de leur procurer un revenu.

Puis lorsque les premières retraites ont été versées en 1949 on s'est rendu compte que la CGT avait raison. Alors, la réputation de la CGT a grandi et elle a commencé à être suivie, notamment dans les campagnes.

L'autre aspect a été la lutte pour les 40 %. Beaucoup croient que ce sont les fonctionnaires martiniquais qui ont demandé 40 % de plus, parce que la vie était plus chère ici qu'en France. Ce n'était pas du tout cela.

Les grèves des fonctionnaires pour les 40 % étaient avant tout des grèves contre les discriminations, contre le racisme et pour l'égalité.

Un exemple : la Martinique était devenue département français. Les fonctionnaires martiniquais avant la départementalisation avaient droit à l'hospitalisation gratuite. Avec la départementalisation, on leur supprime ce droit sous prétexte que la sécurité sociale allait les prendre en charge. Mais la sécurité sociale est installée qu'avec lenteur, ce qui gêne les fonctionnaires.

La première grande grève des fonctionnaires a duré 33 jours du 6 mars au 9 avril 1950, pour l'égalité avec les fonctionnaires français, le droit à l'hospitalisation et aux allocations familiales. Les fonctionnaires martiniquais obtiennent alors une augmentation de salaire de 25 %.

Les chefs de service français sortent après cela un document intitulé « mémoire des 18 » parce qu'il est signé de 18 chefs de service. Ceux-ci justifient pour eux l'existence de salaires plus élevés. Ils emploient une argumentation ouvertement raciste.

Après cette grève il y aura des tentatives de répression notamment aux PTT.

Il y aura une deuxième grève encore plus dure qui va durer 65 jours en 1953.

Toutes ces grèves ont un large soutien populaire. Sans ce soutien, les fonctionnaires n'auraient pas pu tenir. La Mutualité, où se réunissent les grévistes, est envahi par la foule à chaque réunion. Il faut installer des haut-parleurs à l'extérieur pour que tout le monde puisse suivre.

C'est ce soutien populaire, la crainte des réactions qui expliquent que les gouvernements successifs ont dû céder face aux revendications des fonctionnaires.

### **De l'union départementale CGT à la CGTM**

À la fin des années 1950, la départementalisation s'est révélée une tromperie. Chacun constate que la fameuse égalité recherchée par tous, et contenue de la loi d'assimilation ne s'applique pas aux travailleurs martiniquais.

La CGT s'est renforcée au cours des années 50, et le nombre d'adhérents approche les 5000, regroupés dans une vingtaine d'organisations syndicales. Aux élections à sécurité sociale, la CGT a remporté 20 000 voix soit les deux tiers des votants, l'autre tiers étant partagé entre la CFTC et Force Ouvrière de Agasta. Aussi, les militants de la CGT décident de transformer l'union départementale en centrale indépendante, qui adhère à la fédération syndicale mondiale. Une telle décision implique un effort supplémentaire d'organisation : le journal de la CGTM le peuple, sort chaque fois que c'est possible, et bien souvent une fois par an. Il faut collecter les timbres, faire payer les cartes, assurer le fonctionnement de la maison des syndicats, qui retombe sur les épaules de la seule CGTM. Les tâches militantes ne sont pas moins grandes. Les békés cherchent par tous les moyens à liquider la production de sucre, faute d'avoir pu peser sur les salaires.

La tentative de faire entrer 2000 travailleurs anglais (en fait originaire de la caraïbe anglophone) pour la récolte de la canne en Martinique entraîne des vives protestations en 1959 : c'était une tentative ouverte de faire pression sur les salaires.

La CGTM est présente par ses militants aussi bien lors des émeutes de décembre 1959, que lors des émeutes consécutives à l'arrestation de Marny en 1965.

Ces années sont donc des années durant lesquelles il faut se cramponner aux acquis de l'organisation, alors que les luttes se multiplient.

De plus, la classe ouvrière elle-même change de composition. En une dizaine d'années, la culture de la canne est pratiquement liquidée. La banane devient la principale culture.

Nombre d'ouvriers agricoles se reconvertisent dans les métiers du bâtiment. Le syndicat des bâtiments devient alors pendant plus de 15 ans le nouveau fer de lance de la CGTM. Les luttes ne cessent pas. L'une des grèves importantes fut la grève générale d'une semaine de février 1974, avec la répression brutale qui s'ensuivit.

Sur l'habitation Chalvet à Basse-Pointe, un cortège de grévistes est assailli par des gardes mobiles : l'adjudant chef Frappier commande le feu, Renor Ilmany est tué. On découvrira plusieurs jours après le cadavre de Marie-Louise. Personne ne l'avait revu après la fusillade.

La CGTM prouve cependant sa représentativité que ce soit aux élections professionnelles, ou à la direction des luttes de toute cette période.

La direction se rajeunit tout en conservant un certain nombre de cadres anciens : Lamon, Guitteaud, Duféal. Les militants du bâtiment apparaissent au premier rang de la confédération. L'une des figures marquantes du syndicat du bâtiment fut le secrétaire Timothée Tanger.

Pratiquement jusqu'en 1978, les luttes n'ont pas cessé : Grève des hospitaliers, dont l'une des plus importantes que celles de 1976, grève de l'EDF, nombreuses grèves du bâtiment pour l'augmentation des salaires, grève dans le commerce, etc..

### **La CGTM dans les années 1980**

Dans les années 1980, la classe ouvrière se trouve confrontée à des problèmes extrêmement graves. Ces problèmes auront leur répercussion au sein des organisations syndicales, et donc de la principale d'entre elles, la CGTM.

Au cours des décennies précédentes, la CGT de Martinique s'était construite en luttant sans relâche pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour l'égalité des droits sociaux, contre la répression coloniale.

Dans cette période des années 80, les attaques se multiplient contre les travailleurs. Partout le patronat cherche à revenir sur les acquis.

Ainsi, à deux reprises sous deux gouvernements différents un giscardien et un soi-disant socialiste, on a tenté de diminuer le salaire des fonctionnaires (suppression des 40 %).

Les patrons du privé reçoivent toutes les facilités pour exploiter la main-d'oeuvre ouvrière; en 1990 on n'a plus besoin de faire venir des Anglais pour faire pression sur les salaires : le SMIC est remplacé par une multitude de contrats qui généralise le travail précaire et mal payé : SIVP, contrats de qualification, exo-jeunes, TUC et CES etc.

La CGTM a donc dû se battre dans ces conditions difficiles et nouvelles. Elle a dû trouver en son sein des militants qui s'adaptent à cette situation et qui soient à même de lutter pour maintenir l'existant et empêcher que les attaques du gouvernement et des patrons ne restent sans réponses.

C'est dans ce contexte que s'est formée et à militer la nouvelle génération qui se trouve à la direction actuelle de la CGTM.

Cette période a été traversée par de très larges discussions, qui ont duré plus d'un an à l'issue desquelles s'est tenu le sixième congrès à la salle Mahault (juin 1990). Ce congrès, c'est celui au cours duquel la direction actuelle a été élue en accord avec la décision de redresser la CGTM.

Nous avons eu malheureusement à déplorer de départ de certains camarades qui n'ont pas voulu se plier à la décision du congrès. Aujourd'hui ils persistent à faire bande à part dans une fraction syndicale isolée

qui persiste à se faire passer pour la CGTM.

Un congrès extraordinaire a été tenu en 1992 en vue de permettre le retour de ses camarades. Peine perdue! Autant il faut dire qu'aujourd'hui un nombre très important parmi les syndiqués qui au début de leur scission les avaient suivis sont revenus à la CGTM.

### **La CGTM aujourd'hui : un espoir est une arme pour la classe ouvrière et le peuple martiniquais**

La vieille CGTM a beaucoup changé, tout en continuant: de vieux lutteurs ont disparu, d'autres ne sont plus actifs comme par le passé. Mais l'un des acquis essentiels, c'est l'existence d'une culture ouvrière, d'une culture cégétiste, basé sur cet élément : existence de la lutte de classes, nécessité pour les travailleurs de se battre ou améliorer leur sort, confiance dans les luttes.

Les élections professionnelles le prouvent tous les jours, comme viennent de le prouver les élections prud'homales : la CGTM demeure la principale organisation syndicale de la Martinique.

Les ennemis des travailleurs, les patrons et l'administration coloniale ne s'y trompe pas. Chaque fois qu'ils le jugent possible, ils essaient de mettre des bâtons dans les roues de la CGTM: contestation de la CGTM, procès devant les tribunaux, contestation des délégués syndicaux régulièrement désignés. Les ennemis des travailleurs tentent de mettre à profit les difficultés internes de la CGTM pour empêcher la classe ouvrière de s'organiser. Nul doute qu'ils en seront pour leurs frais.

Car, la CGTM au bout de 56 ans d'existence dont 30 ans de manière indépendante est devenu un acquis de la classe ouvrière et du peuple martiniquais. C'est un outil pour sa libération. Au moment où avec l'intégration à l'Europe, l'histoire de la formation du peuple martiniquais traverse une période capitale, la division des travailleurs martiniquais est la question la plus préoccupante. Cet outil servira d'autant mieux et plus que la CGTM est une organisation réellement pluraliste, rassemblant effectivement tous les courants de pensée présents dans la classe ouvrière.

C'est cela qui fait l'originalité de la CGTM dans la vie syndicale d'aujourd'hui.

Et la confédération, alliant tous les courants de pensée, demeure ferme sur les principes qui ont été à sa naissance : c'est un syndicat de classes, un syndicat qui vise à éduquer les travailleurs dans la perspective de leur émancipation, dans la perspective du remplacement de cette société injuste par une société démocratique, humaine et fraternelle, où l'exploitation de l'homme par l'homme sera supprimée ou le colonialisme et de capitalisme auront disparu.